

# Royaume-Uni

Au troisième trimestre 2025, l'activité économique britannique n'a presque pas progressé (+0,1 %), confirmant le ralentissement observé au deuxième trimestre (+0,3 %) après un début d'année très dynamique (+0,7 % au premier trimestre). L'activité a notamment pâti d'une production industrielle entravée dans la branche automobile par la cyber-attaque dont Jaguar Land Rover a été victime au mois de septembre. En revanche, la demande intérieure, qui avait porté l'activité des deux trimestres précédents, reste soutenue par l'investissement et n'a rien perdu de sa vigueur, contribuant à la croissance à hauteur de +0,5 point. La consommation des ménages accélère légèrement mais son rythme de croissance reste faible (+0,2 % après +0,1 %), tandis que celle du secteur public ralentit après avoir bondi au deuxième trimestre (+0,4 % après +1,3 %). L'investissement total est resté robuste (+1,8 % après +0,5 %) : il est porté par l'extrême dynamisme de l'investissement des ménages (+6,0 % après +0,5 %) et un investissement public stimulé par les dépenses d'infrastructures (+2,2 % après +5,3 %), tandis que celui des entreprises a continué de reculer (-0,3 % après -1,1 %). Dans une moindre mesure, le commerce extérieur a également contribué positivement à la croissance du PIB (+0,1 point) : les importations ont baissé (-0,3 %) et les exportations ont été quasi stables (-0,1 %). Cette contribution positive est toutefois plus qu'annulée par un fort mouvement de déstockage (contribution de -0,5 point à la croissance du PIB).

En prévision, les signaux conjoncturels britanniques restent moroses. Selon le CBI (*Confederation of British Industry*, ►figure 1), l'opinion des chefs d'entreprise se dégrade au quatrième trimestre, à la fois concernant l'activité et l'emploi. La confiance des ménages reste, elle aussi, nettement en territoire négatif, mais s'est tout de même redressée et stabilisée depuis le début de l'été, en cohérence avec une consommation au rythme timide.

L'inflation a légèrement baissé en octobre 2025 à +3,6 %, mais reste la plus élevée des pays du G7 : la composante sous-jacente demeure très dynamique (+3,4 %), entretenue par les revalorisations salariales passées, en particulier la hausse du salaire minimum, et le relèvement des cotisations patronales mis en œuvre au 1<sup>er</sup> avril 2025. Sur le marché du travail, l'emploi salarié serait en léger repli depuis trois trimestres et le chômage continue sa progression, atteignant 5,0 % au troisième trimestre 2025, contre 4,3 % un an plus tôt. Avec un emploi atone et une inflation relativement élevée, les salaires réels ralentissent rapidement. Toutefois, les mesures socio-fiscales annoncées par le gouvernement fin novembre (en particulier la fin du plafond des allocations familiales à partir d'avril 2026 pour environ 3 Md£ en année pleine) constituent un facteur de soutien au revenu des ménages en 2026. Au final, après un fort effet de rattrapage en 2024 (+3,9 %) et une progression solide en 2025 (+1,4 %), l'acquis de croissance du pouvoir d'achat à mi-année pour 2026 serait légèrement positif. Les ménages lissent toutefois fortement ces variations de pouvoir d'achat sur leur consommation : le taux d'épargne a très fortement augmenté en 2024 et en 2025, et sa baisse en 2026 constituerait le principal soutien à la croissance.

## ►1. L'opinion des entreprises britanniques de l'industrie sur l'emploi et l'activité se dégrade



Dernier point : quatrième trimestre 2025 pour l'indicateur emploi, novembre 2025 pour ceux sur l'activité.

Lecture : en novembre 2025, l'indice CBI sur l'activité à venir se situait à -27.

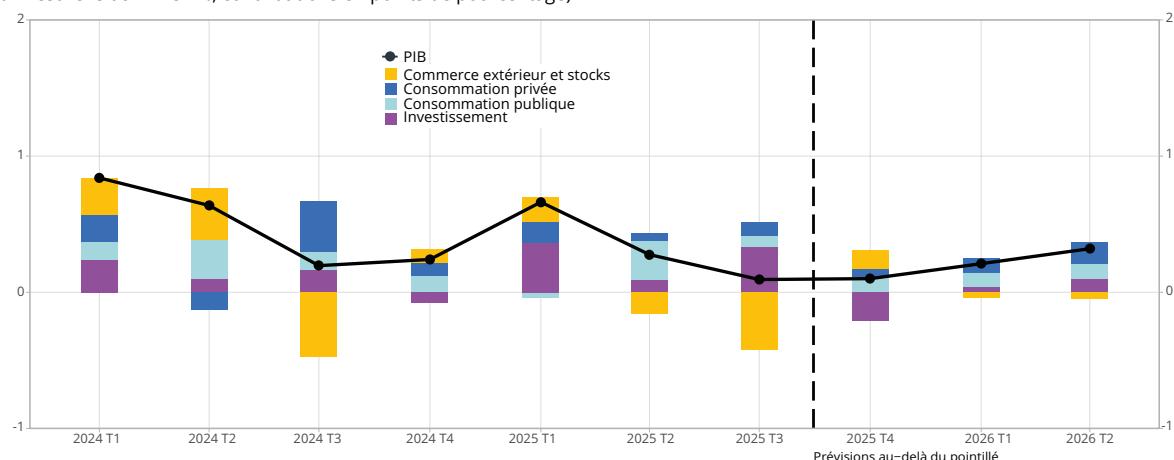
Source : *Confederation of British Industry* (CBI), calculs Insee.

## Conjoncture internationale

Pour 2026, l'impulsion budgétaire resterait aussi favorable qu'en 2025 et en 2024. La demande publique finale (consommation et investissement) expliquait en effet les trois quarts de la croissance en 2024 et contribuerait pour près de la moitié à celle de 2025. La consolidation se traduirait par une augmentation des impôts plutôt que par un coup de frein sur la dépense en 2026, selon les projections de l'*Office for Budget Responsibility* (OBR).

En prévision, la mauvaise orientation des enquêtes de conjoncture suggère que la croissance resterait modeste fin 2025, à +0,1 % au dernier trimestre, malgré le rebond de la production automobile. L'activité accélérerait ensuite progressivement aux deux premiers trimestres 2026, à +0,2 % puis +0,3 % (► **figure 2**). L'emploi serait quasi stable à l'horizon de prévision, la productivité se redressant un peu. La consommation progresserait faiblement, grâce à la baisse du taux d'épargne et au soutien apporté par le déplafonnement des allocations familiales. Concernant l'investissement des entreprises, après deux trimestres de baisse, il se stabilisera au quatrième trimestre 2025 et au premier trimestre 2026 (+0 %), avant une légère embellie de +0,2 % au deuxième trimestre 2026. Il serait toutefois en net ralentissement en 2026 par rapport à 2025, dans un contexte de perspectives de demande moroses. Les exportations progresseraient de +0,4 % par trimestre, moins rapidement que la demande mondiale adressée au Royaume-Uni, les entreprises britanniques continuant de perdre des parts de marché. Les importations iraient au même rythme, dans le sillage de la demande intérieure, si bien que la contribution des échanges extérieurs à la croissance serait nulle. À la mi-année 2026, l'acquis de croissance s'élèverait à +0,6 %, en net ralentissement par rapport à 2025 (+1,4 %). ●

►2. L'activité britannique ralentirait en 2026  
(variation trimestrielle du PIB en %, contributions en points de pourcentage)



Dernier point : deuxième trimestre 2026.

Lecture : au troisième trimestre 2025, le PIB a progressé de +0,1 % et la consommation privée a contribué pour +0,1 point à cette évolution.

Source : ONS, calculs Insee.